



En
accès
libre

LE VIRUS
DE LA RECHERCHE

CYNTHIA GHORRA-GOBIN

**UN MOMENT DÉCISIF
POUR SE RÉAPPROPRIER
LA MÉTROPOLE ?**

PUG

La collection « **LE VIRUS DE LA RECHERCHE** » est une initiative des PUG en partenariat avec [The Conversation](#) et l'Université Grenoble Alpes.

Directrice de la publication : Ségolène Marbach

Directeur de la collection : Alain Faure

Cette édition électronique a été réalisée pour les PUG par Catherine Revil, en télétravail, pendant la période de confinement.

ISBN 978-2-7061-4914-6 (*e-book PDF*)

ISBN 978-2-7061-4915-3 (*e-book ePub*)

© PUG, mai 2020

15, rue de l'Abbé-Vincent – F-38600 Fontaine

pug@pug.fr / www.pug.fr

L'OPÉRATION **LE VIRUS DE LA RECHERCHE**

En réaction à la situation inédite engendrée par le coronavirus, les PUG ont proposé à leurs auteurs et aux chercheurs intéressés d'**ouvrir la réflexion sur les enjeux de la crise du Covid-19 vus par le monde de la recherche, sur la base d'une contribution libre et volontaire.**

Nous avons demandé aux auteurs de questionner les modes de formulation et de diffusion des savoirs car l'urgence nous oblige sur cette voie. Les chercheurs sont des gens passionnés. Leur *virus de la recherche* formate leurs réflexions sur la marche du monde et il nous semble que la crise du Covid-19 favorise aussi un travail d'introspection sur les ressorts sensibles du métier de chercheur – ses tâtonnements, ses doutes, ses énigmes mais aussi ses espoirs.

La collection « Le virus de la recherche », coordonnée par Alain Faure (CNRS, Sciences Po Grenoble, Pacte, UGA), rassemble les meilleurs textes issus de cette initiative dans une série d'e-books courts, en libre accès, en téléchargement sur le site des PUG, dans leur réseau de diffusion, et chez tous les libraires en ligne.

Face à la crise, les PUG choisissent de faire preuve d'esprit coopératif, de réactivité et d'agilité et proposent ainsi à leurs lecteurs de garder les neurones en action dans l'effervescence des réflexions et du débat scientifique.

Bonne lecture à tous!

CYNTHIA GHORRA-GOBIN, GÉOGRAPHE, EST DIRECTRICE
DE RECHERCHE ÉMÉRITE AU CNRS-CREDA ET PROFESSEUR
À L'INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE L'AMÉRIQUE LATINE.

La pandémie de Covid-19 qui a débuté en France au début de l'année 2020 peut être perçue comme un risque inhérent à la mondialisation et certains n'ont pas hésité à en profiter pour dénoncer les processus d'urbanisation et de métropolisation, en les qualifiant de *creusets de la crise sanitaire*¹. Cette critique acerbe de l'urbain ne date pas vraiment de cette période de confinement, partagée avec plus de 3 milliards de personnes dans le monde. Elle s'inscrit dans la lignée de la polémique soulevée par la mobilisation sociale des « Gilets jaunes » dès l'automne 2018. Elle se traduit par une opposition entre les métropoles et les territoires non-métropolitains, les premiers incarnant le développement économique national et recevant toute l'attention des pouvoirs publics au détriment des seconds.

En France, une opposition systématique

Le géographe Christophe Guilluy qualifie par exemple les territoires non métropolitains d'*oubliés de la République*² dans la mesure où d'après lui, l'État accorde une priorité aux métropoles et néglige ouvertement les habitants du périurbain et des territoires ruraux, soit la France « périphérique ».

De récents écrits, mettant en évidence « la ruée vers les résidences secondaires » de 17% des Franciliens, ont réduit le statut des grandes villes et des métropoles à des facteurs de propagation et de diffusion du Covid-19, en raison de leur densité.

1. Voir notamment l'entretien avec Guillaume Faburel, « La métropolisation est une cause de la pandémie », *Reporterre*, 28 mars 2020. En ligne : <https://reporterre.net/La-metropolisation-du-monde-est-une-cause-de-la-pandemie>

2. Christophe Guilluy, *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Flammarion, 2016.

Certains n'hésitent pas à en déduire que cette période de confinement pourrait constituer le « point de départ d'un exode urbain durable » alors que d'autres sont plus prudents, dans l'attente de nouvelles recherches³.

Cette opposition systématique entre deux catégories de territoires coïncide avec la « mise en institution » de la métropole il y a cinq ans, suite à la loi Maptam de 2014. Retrouve-t-on cette critique à l'égard de la métropole en dehors de nos frontières, par exemple Outre-Atlantique? Quelles sont les représentations véhiculées par la métropole institutionnalisée? Que révèle, pour l'action publique territoriale de l'après-confinement, l'analyse comparée? Ne serait-ce pas plutôt une opportunité pour réaffirmer le rôle des métropoles en dehors du seul champ économique et contribuer à la doctrine sanitaire nationale dans un contexte où il faut apprendre à vivre avec le virus?

La puissance économique des métropoles

Les chercheurs anglo-américains tout comme leurs homologues francophones ont progressivement qualifié les processus d'urbanisation de « métropolisation » pour souligner les effets de la révolution numérique et de la division internationale du travail sur l'organisation spatiale et économique des villes⁴.

Si le terme de métropolisation a succédé à celui d'urbanisation⁵, il a également conduit les responsables du recensement à créer une catégorie statistique, l'« aire micropolitaine » (*micropolitan area*) pour évoquer les transformations de la petite ville. Depuis 2003, le recensement différencie les aires métropolitaines dont la ville centre dépasse 50 000 habitants des aires micropolitaines dont le chiffre de population de la ville centre se situe entre 10 000 et 50 000 habitants.

La reconfiguration spatiale liée à la métropolisation concernerait différentes catégories de villes, même s'il est reconnu que l'essentiel du développement

3. Anne Albert Cromarias & Alexandre Ausselineau, « La crise du Covid-19, l'aube d'une nouvelle ère pour les territoires? », *The Conversation*, 23 avril 2020, en ligne : <https://theconversation.com/la-crise-du-covid-19-laube-dune-nouvelle-ere-pour-les-territoires-136861> ; Éric Verdeil, « La métropolisation, coupable idéale de la pandémie? », *The Conversation*, 10 avril 2020, en ligne : <https://theconversation.com/la-metropolisation-coupable-ideale-de-la-pandemie-135226>

4. Pour plus de détails sur la perspective comparée, consulter Cynthia Ghorra-Gobin, *La métropolisation en question*, PUF, coll. « La ville en débat », 2015.

5. Jon C. Teaford, *The Metropolitan Revolution: The Rise of Post-Urban America*, 2006.

économique concerne les plus grandes. La reconnaissance de la puissance économique des métropoles dans un monde globalisé conduit l'économiste Michael E. Porter⁶ à étudier l'échelle micro-locale et à inventer le terme de « *cluster* » (pôle de compétitivité).

Un milieu propice à l'innovation

Avec ce terme, il pointe la nécessaire réorganisation spatiale des secteurs de pointe (technologies, biotechnologies, recherches médicales, enseignement supérieur, etc.) en raison de l'intégration de la recherche dans les processus de production. Il souligne l'impératif de la proximité spatiale pour assurer les interactions (souvent informelles) entre les acteurs, ce qui a priori relativise les avantages de l'expérience du télétravail lors du confinement lié à la pandémie de Covid-19.

À l'ère de la communication à distance, Porter insiste sur les rencontres de type *face to face* (F2F) comme condition de l'innovation et s'inspire de l'expérience de la Silicon Valley (localisée en dehors de la ville de San Francisco et à proximité de l'université de Stanford) pour revaloriser le milieu suburbain.

Quelques années plus tard, le sociologue Richard Florida⁷ reprend l'idée de milieu propice à l'innovation, en valorisant cette fois la ville. Pour lui, les « classes créatives » (c'est-à-dire les personnes extrêmement talentueuses et reconnues dans des domaines aussi variés que la finance, la recherche, les médias, les activités artistiques, les technologies, etc.) seraient en quête d'aménités urbaines, c'est-à-dire d'une urbanité reposant sur l'animation des espaces publics, de lieux de convivialité et de rencontres allant dans le sens de la diversité et mixité culturelles.

Cette hypothèse du *cluster* inscrit dans la ville et la densité aura une influence majeure sur la politique menée par les élus urbains un peu partout dans le monde. Elle exige à présent d'être revisitée avec l'impératif de la distanciation sociale et physique comme mesure de prévention, pour apprendre à vivre avec le virus.

6. Michael Porter, "Clusters and the New Economics of Competition", *Harvard Business Review*, 1998. En ligne : <https://hbr.org/1998/11/clusters-and-the-new-economics-of-competition>

7. Richard Florida, *The Rise of the Creative Class*, 2002.

Solidarité et concurrence

Outre-Atlantique, les États-Unis ne disposent pas d'une loi fédérale équivalente aux lois françaises (Maptam, 2014 et NOTRe 2015) instaurant le principe de la « mise en institution » de la métropole. L'initiative revenant aux cinquante gouverneurs d'États fédérés, il est difficile de mesurer son ampleur.

Mais les chercheurs en sciences sociales soulignent avec enthousiasme les expériences de l'institutionnalisation comme celles de Portland dans l'Oregon et de Minneapolis-Saint Paul (MSP) dans le Minnesota. En interdisant toute forme d'urbanisation au-delà d'un périmètre, l'Oregon a réussi par exemple à préserver la forêt située à proximité de la métropole. Quant à MSP, l'accent y est mis sur le principe de la solidarité entre les communes qui composent le territoire métropolitain.

Les avantages de l'institution métropolitaine vont à l'encontre de l'idéologie américaine, largement façonnée par la thèse de trois chercheurs (Vincent Ostrom, Charles Tiebout et Richard Warren)⁸ qui, dès les années 60, ont fait l'éloge de la rivalité et de la concurrence entre les municipalités qui composent le territoire métropolitain.

Toute concurrence entre municipalités en vue d'attirer les ménages et les entreprises est perçue comme un atout majeur pour maîtriser les coûts de l'offre de services publics et pour permettre une saine émulation entre les élus. Il n'est pas question de prendre en compte les inégalités spatiales et sociales au profit de l'idée d'une autorégulation. Mais cette vision ignore complètement la perspective de la stabilité et de la résilience de la métropole à moyen terme.

La métropole redistributive

D'où l'intérêt de la recherche menée par Myron Orfield⁹ qui, en tant que directeur de l'Institute of Metropolitan Opportunity, a étudié plusieurs expériences. Pour ce chercheur, la « mise en institution » de la métropole autorise les décideurs à inclure dans leur politique le principe de *Tax-Base Sharing*, la redistribution des recettes fiscales entre les différentes municipalités de manière à ce que les municipalités riches participent à l'équilibre budgétaire des municipalités pauvres.

8. Vincent Ostrom, Charles Tiebout et Richard Warren, « The Organization of Governments in Metropolitan Areas: A Theoretical Inquiry », *The American Political Science Review*, 1961.

9. Myron Orfield, *American Metropolitics: The New Suburban Reality*, 2002.

Vue sous cet angle, la redistribution est perçue comme un moyen indispensable pour assurer la soutenabilité sociale, économique et environnementale de la métropole. En d'autres termes, un Conseil métropolitain légitime est en mesure de planifier les investissements d'infrastructures et d'assurer une offre équitable de services publics à l'ensemble de la population (mobilité, logement social et services sociaux et sanitaires).

La mise en institution de la métropole est reconnue aux États-Unis comme une décision politique visant à réguler la métropolisation, alors qu'en France cette reconnaissance est très loin d'être acquise puisque les critiques se concentrent sur la seule quête de la puissance économique, et vont jusqu'à lui conférer le statut de bouc émissaire dans la pandémie du Covid-19.

Comment expliquer ce contraste ? Ne serait-il pas dû à un sérieux biais du débat politique en France qui se contente de l'attractivité économique en occultant le volet social, sanitaire et environnemental ?

Les enjeux métropolitains de la crise sanitaire

L'après-confinement pourrait devenir un moment opportun pour valoriser les acquis sanitaires et sociaux de la métropole durant la crise sanitaire. Il s'agit pour la recherche de mettre en lumière tout l'effort qui y a été déployé en vue d'assurer le ravitaillement, l'aide aux ménages vulnérables (qui jusqu'ici comptaient sur l'école pour assurer au moins un repas équilibré à leurs enfants), la prise en compte des SDF dans la lutte contre la diffusion du virus ainsi que toutes les initiatives permettant le développement de circuits courts rapprochant les agriculteurs des territoires environnants et les consommateurs métropolitains. La perspective de l'instauration de circuits courts n'a pas émergé lors du confinement mais sa validité a pu être vérifiée lors de l'épreuve du Covid-19.

Il serait temps de réapprendre à lire les métropoles en mettant l'accent sur la richesse de la concentration spatiale et de l'économie d'échelle que représentent son offre hospitalière, les institutions de la recherche, l'enseignement supérieur, l'éducation, la diversité des activités artistiques, son patrimoine historique et ce malgré un effort budgétaire insuffisant. La recherche médicale dont nos sociétés attendent beaucoup est localisée dans les métropoles, comme l'illustre Lyonbiopôle.

Et si les chercheurs font l'effort d'engager la réflexion sur la contribution des métropoles à la doctrine sanitaire nationale, nos représentations de la métropole seraient également renouvelées. La dotation de masques grand public, la stratégie de dépistage du virus et les campagnes de vaccination relèvent

de la responsabilité de l'État mais les relations de coopération entre les préfets et les métropoles s'avèrent indispensables pour assurer leur mise en œuvre.

Inclure explicitement le volet santé de la métropole grâce aux mesures de prévention comme celles favorisant la distanciation physique et sociale dans l'espace public et dans les lieux de la mobilité permet ainsi d'utiliser ce moment décisif pour se réapproprier la métropole plutôt que d'en faire la responsable de la pandémie. ●

Découvrir d'autres titres de la collection [LE VIRUS DE LA RECHERCHE](#).